



SECRETARIAT

AS/Jur (2019) CB 04

3 juin 2019

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord de la réunion tenue à Paris les 28 et 29 mai 2019

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 28 mai 2019 à 14h, sous la présidence de Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC), en ce qui concerne :

- **La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov** (*Rapporteur : M. Emanuelis Zingeris, Lituanie, PPE/DC*) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution ; a changé le titre actuel du rapport pour « Faire la lumière sur le meurtre de Boris Nemtsov » ;
- **Droits de l'homme et changement climatique** : reporté à la partie de session de juin 2019 ;
- **Politique en matière de drogues et droits de l'homme en Europe : une étude de référence** (*Rapporteuse : Mme Hannah Bardell, Royaume-Uni, NI*) : a examiné une note introductive et a visionné une vidéo enregistrée dans une salle de consommation de drogues à Strasbourg ; a autorisé des visites d'information au Portugal, en Ecosse et à la salle de consommation de drogues à Strasbourg, seule la visite au Portugal étant aux frais de l'Assemblée et sous réserve de la disponibilité des fonds ;
- **La protection de la liberté de religion ou de croyance sur le lieu de travail** (*Rapporteur : M. Davor Stier, Croatie, PPE/DC*) : a examiné une note introductive ; a décidé d'envoyer un questionnaire aux parlements nationaux et d'autoriser une audition avec un maximum de trois experts sous réserve de la disponibilité des fonds ;
- **Le mercredi 29 mai 2019 à 09h30**, en ce qui concerne :
  - **L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit, à Malte et ailleurs : veiller à ce que toute la lumière soit faite** (*Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC*) : a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution ; a pris note de l'intention de M. Emmanuel Mallia (Malte, SOC) de présenter un avis divergent au rapport ;
  - **Améliorer la protection des lanceurs d'alerte partout en Europe (ouverte au public)** (*Rapporteur : M. Sylvain Waserman, France, ADLE*) : a tenu une audition publique avec la participation de :

Mme Virginie Rozière, Rapporteuse du Parlement européen sur la directive de l'Union européenne relative aux lanceurs(es) d'alertes, Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (PSE), France ;

Mme Nicole-Marie Meyer, Lanceuse d'alerte et Responsable alerte éthique, Transparency International France ;

M. Jean-Philippe Foegle, *Maison des Lanceurs d'Alertes*, France;

- **Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe (ouvert au public) :** (*Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE*) : a tenu un échange de vues public avec M. Igli Totozani, ancien Avocat du Peuple d'Albanie et expert de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) ;

- **Nomination de rapporteurs :**

**Pour rapport :**

- **La connexion homme-machine : nouveaux droits ou nouveaux dangers pour les libertés fondamentales ?** : a nommé M. Olivier Becht (France, ADLE) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **En finir avec les disparitions forcées sur le territoire du Conseil de l'Europe:** a nommé M. André Gattolin (France, NI) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Aspects juridiques concernant les « véhicules autonomes »** : a nommé M. Ziya Altunyaldiz (Turquie, NI) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Comment faire bon usage des avoirs confisqués d'origine criminelle ?** : a nommé M. André Vallini (France, SOC) en son absence, à condition qu'il fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts à une prochaine réunion ;

**Pour avis :**

- **Immigration d'investisseurs : tendances, avantages, normes** : a nommé M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ; (*Rapporteur pour la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées : M. Aleksander Pocij, Pologne, PPE/DC*) ;
- **Programme de travail** : reporté à la partie de session de juin 2019 ;
- **Auditions au cours de la prochaine réunion** : a décidé d'ouvrir au public les auditions suivantes prévues pour la partie de session de juin 2019 :
  - **Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord** (*Rapporteur : M. Frank Schwabe, Allemagne, SOC*) ;
  - **Droits de l'homme et entreprises : quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres?** (*Rapporteur : M. Elshad Hasanov, Azerbaïdjan, GDL*) ;

- **Questions diverses :**

- **« European Dialogue on Internet Governance (EuroDIG) », La Haye, Pays-Bas, 19-20 juin 2019:** a décidé d'autoriser le Président de la sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme d'autoriser Lord Balfe (Royaume-Uni, CE) et son Vice-Président, M. Pieter Omtzigt, (Pays-Bas, PPE/DC) à y assister, sans frais pour l'Assemblée ;
- **« Global Conference for Media Freedom », organisé par le gouvernement du Royaume-Uni à Londres les 10-11 juillet 2019:** a décidé d'autoriser M. Emanuelis Zingeris (Lituanie, PPE/DC) à participer à cet événement, sans frais pour l'Assemblée ;

- **Prochaines réunions**

*Commission plénière :*

- Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2019 (24-28 juin 2019)
- Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2019 (30 septembre – 4 octobre 2019)
- Berlin, 14-15 novembre 2019
- Paris, 10 décembre 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)

\*\*\*\*\*

**La Sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme** (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Paris le mercredi 29 mai 2019 à 15h, sous la présidence de Lord Balfe (Royaume-Uni, CE) et avec M. Yannick Meneceur (conseiller en matière de politique sur l'intelligence artificielle du Conseil de l'Europe) comme modérateur, en ce qui concerne:

- **L'intelligence artificielle et les droits de l'homme** : a tenu une audition sur les aspects suivants du sujet, avec la participation de :
  - **Introduction générale à l'intelligence artificielle**  
Dr Claude Castelluccia, Chef de l'Equipe de recherche Privatics, Institut national de recherche en sciences du numérique (INRIA), France
  - **L'intelligence artificielle dans les systèmes juridiques**  
Prof. Giuseppe Contissa, Département d'études juridiques, Université de Bologne, Italie
  - **Questions éthiques et réglementation de l'intelligence artificielle**  
Prof. Karen Yeung, Faculté de droit et faculté d'informatique, Université de Birmingham, Royaume-Uni (en direct par conférence vidéo)
  - **Conseil de l'Europe - les activités actuelles et futures concernant l'intelligence artificielle**  
Ambassadeur Corina Călugăru, Représentante permanente de la République de Moldova, Coordinatrice thématique sur la politique d'information (TC-INF) du Comité des Ministres, Conseil de l'Europe
  - **Conclusions**  
M. Yannick Meneceur, conseiller en matière de politique sur l'intelligence artificielle du Conseil de l'Europe  
Lord Richard Balfe, Président de la Sous-commission
- **Prochaine réunion** : a laissé le soin à son Président de convoquer la prochaine réunion.

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
Secrétaire Général du Congrès  
Secrétaire du Comité des Ministres  
Directeurs Généraux  
Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe  
Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
Directeur de la Communication  
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe